

RIEN DANS LES MAINS, RIEN DANS LES POCHEs

Un hiver de grogne en Union soviétique.

PAR MICHAEL BRYANS

APRÈS UN AUTOMNE DE PLUIES INCESSANTES sur Moscou, et une interminable querelle autour de programmes de redressement économique opposés, que d'aucuns qualifieraient de « bataille des plans » entre Chataline, Ryzhkov et le grand compromis, le parlement soviétique et M. Gorbatchev se sont mis d'accord sur l'un d'eux. Mais, si l'on considère la tâche à accomplir, parler de « plan » est trompeur. L'Union soviétique, qui navigue à l'aveuglette, est en train de s'inventer une nouvelle politique économique en partant de conditions jamais vues ailleurs.

Ce n'est pas une expérience dans laquelle les peuples de l'Union soviétique s'embarquent de gaieté de coeur, mais comme dans la blague irlandaise sur l'homme qui, demandant son chemin à un paysan, s'entend répondre qu'il est bien mal parti pour se rendre à Dublin, les Soviétiques, ou les Russes, comme ils préfèrent se présenter quand ils sont de nationalité russe, doivent partir de là où ils se trouvent.

La déprime des Russes et la misère redoutée sont omniprésentes à Moscou, mais certaines personnes ont des façons plus objectives de prendre le pouls de la population. Sociologue de formation, Uri Levada travaille pour le tout nouveau centre d'études de l'opinion publique, qui a ses bureaux à deux pas du célèbre grand magasin GOUM, un endroit aujourd'hui sinistrement vide de marchandises et de clients.

En Union soviétique, les sondages d'opinion n'ont pas atteint le degré de perfectionnement qu'ils ont en Occident; d'ailleurs, les instituts occidentaux critiquent souvent les méthodes employées et les résultats obtenus. Cependant, les tendances révélées par Levada et ses collègues sont tellement frappantes que peu importe une marge d'erreur statistique, même importante. Pour les perdants de ces sondages, gouvernements, personnalités politiques et optimistes de tous bords, on est même bien en deçà de la réalité.

Prenant au mur un graphique où sont reproduits, à la main, les résultats des sondages de septembre, M. Levada montre les courbes qui indiquent une nouvelle baisse des espoirs populaires en ce qui concerne l'avenir. Dix pour cent seulement de la population pensent que la situation s'améliorera et plus de 50 p. 100, et le chiffre augmente à vue d'oeil, estiment que la situation va empirer en URSS. Il y a eu un bref regain d'espoir, avec l'accession de M. Gorbatchev à la présidence au printemps, mais le moral est re-

tombé en chute libre depuis qu'en mai, le premier ministre a prédit une hausse des prix des aliments et autres produits de base.

Uri Levada poursuit avec des statistiques plus sombres : 15 p. 100 des Soviétiques, un chiffre en progression constante, s'attendent à une guerre civile ou à un coup d'État; seuls 7 p. 100 de la population estiment que leur vie s'est améliorée depuis que M. Gorbatchev est arrivé au pouvoir en 1985, alors que les deux tiers pensent que leur vie est plus difficile. Et, ajoute Levada en aparté, la cote de popularité personnelle de Gorbatchev s'est effritée pour passer de plus de 50 p. 100 à la fin de l'année dernière à moins de 30 p. 100 en juillet.

EN PLUS DE TOUTES LES AUTRES PÉNURIES, LES Russes semblent à court de foi. Or, la foi est le moteur des économies modernes. La foi en ce que la monnaie que l'on a entre les mains vaudra plus ou moins autant dans un an qu'aujourd'hui, la foi en ce que tous les gens qui ont déposé de l'argent dans la même banque que vous ne tenteront pas de le retirer le même jour que vous. C'est grâce à ce pari essentiel que les citoyens font sur l'avenir que l'épargne, les investissements et toutes les choses qui rendent une vie prospère et civilisée existent. C'est un jeu que tout un chacun, mais surtout toutes les institutions d'une nation, ont le devoir de pérenniser.

Mais c'est ici, dans le personnage de Gorbatchev et dans le comportement de son gouvernement « fédéral » que réside un grand mystère : pourquoi ne semblent-ils tous rien faire à propos du chaos politique croissant et de la misère économique qui les entourent ? C'est un mystère parce que, depuis plus de cinq ans, Gorbatchev et ses conseillers ont su faire preuve d'une magistrale agilité politique doublée d'humanité. Pourtant, à l'heure que l'on pourrait qualifier de la plus difficile qu'ait connue l'URSS – les dirigeants du pays reconnaissent ouvertement qu'un effondrement de l'économie sonnerait le glas de ce que l'on appelle l'Union soviétique – le centre décisionnel semble frappé de paralysie et d'incapacité totale.

Les premières décisions que M. Gorbatchev a prises en vertu des pouvoirs spéciaux que le parlement lui a conférés à la fin septembre ont été d'ordonner aux entreprises publiques de respecter les quotas de production fixés par le plan quinquennal, puis de mobiliser, une fois encore, les étudiants pour ramasser des légumes pendant une partie de leur premier semestre. Les Moscovites que j'ai rencontrés ont accueilli ces décrets

présidentiels avec une franche dérision : pour eux, Mikhaïl Gorbatchev, pris à la gorge, brasse du vent.

La paralysie politique s'expliquerait aussi autrement, comme le veulent les rumeurs, très abondantes dans ce pays. En effet, les ministères actuels, qui ont peu d'intérêt à tirer de véritables réformes, s'acharneraient à saboter les efforts de Gorbatchev et de ses partisans. Au début du mois d'octobre, le quotidien *Izvestia* a publié un reportage sur la pénurie croissante de viande dans les boucheries de Moscou. Apparemment, pour s'en procurer davantage, l'organisme public chargé du ravitaillement a décidé d'augmenter les prix qu'il payait aux fermes d'État. Le hic, c'est qu'il l'a fait savoir trois mois avant la majoration effective des prix. Résultat, comme n'importe quel étudiant en économie de première année aurait pu le prédire, l'approvisionnement en viande déjà lamentable a simplement cessé. Les fermes d'État, ce qui est assez sensé de leur part, ont arrêté tout abattage jusqu'à l'application des nouveaux tarifs. Le ministère de l'Alimentation venait enfin de découvrir le pouvoir économique de l'établissement des prix.

QUESTION : S'AGISSAIT-IL D'UN EXEMPLE DE bourde commise par une entreprise publique ou d'un sabotage délibéré orchestré par une bureaucratie récalcitrante ? Réponse : il est impossible de le savoir à coup sûr et, de toute façon, comme le disait un expert en matière de bureaucratie soviétique, les planificateurs du Kremlin n'ont pas à se donner la peine de conspirer contre la réforme économique. Il leur suffit de se croiser les bras et de dire que sans eux, elle ne se fera pas.

L'exaspération et la réelle déception que cause le régime Gorbatchev sont profondes chez les intellectuels et les spécialistes, qui sont des gens sur lesquels les gouvernements, à tous les niveaux, devront pouvoir compter s'ils veulent donner au pays une chance d'avenir stable. Le sociologue Uri Levada n'est pas le seul observateur à scruter l'état d'esprit politique et économique soviétique qui m'ait déclaré que le gouvernement central dirigé par Gorbatchev, et par son très impopulaire premier ministre, Nicolaï Ryzhkov, s'affaiblit de semaine en semaine. Il ne s'agit pas de récrimination, mais plutôt du triste constat qu'un homme que l'on admirait se retrouve hors jeu, peu importe pourquoi, que les leviers du pouvoir dont dispose le gouvernement central ne sont tout bonnement reliés à rien et qu'il est donc temps de regarder ailleurs.